

# Une transition démographique tardive et peut-être réversible

**Patrick Allard**  
Conseiller au CAP  
novembre 2006

## UNE TRANSITION TARDIVE ET PRÉCIPITÉE

Alors qu'au niveau mondial, la croissance de la population a ralenti dès les années 1960-1970, dans la zone Afrique du Nord-Moyen Orient (ANMO<sup>1</sup>) cette évolution ne s'est amorcée que dans les années 1980<sup>2</sup>. Entre les années 1950 et les années 1980, contrairement à ce qui se produisait dans d'autres régions du monde en développement, l'Asie émergente notamment, la croissance naturelle de la population de la zone ANMO a en effet continué d'accroître, culminant à un rythme de près de 3% l'an. Et à l'heure actuelle, la croissance de la population y reste sensiblement plus dynamique que la moyenne mondiale: près de 2% depuis le début de la décennie, contre 1.2% à 1.1% au niveau mondial, en Asie émergente et aux Etats-Unis, et 0.3% dans l'UE à 15.

L'accroissement démographique reste plus soutenu dans les pays du Golfe (2% depuis le début de la décennie) que dans les pays riverains de la méditerranée (PRM) (1.8%).

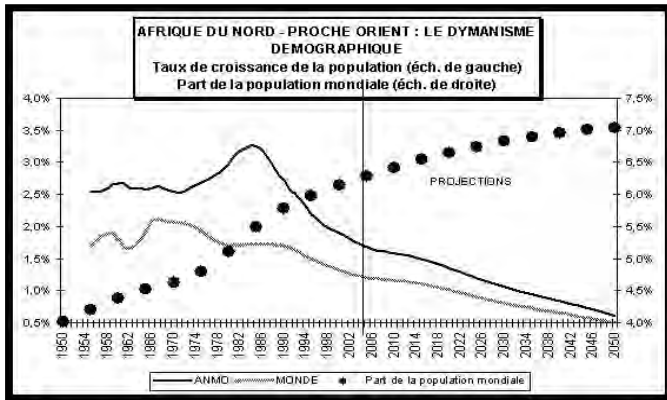
Selon les projections démographiques de l'ONU, le dynamisme démographique de la région devrait s'atténuer d'ici 2050 et s'aligner progressivement sur celui du reste du monde (cf. graphique 1). Aujourd'hui, comme en 2050, aucun pays de la zone ne figure, ou ne figurera, parmi les dix pays les plus peuplés ; mais

**1. La région ANMO comprend les pays arabes de la rive sud de la Méditerranée, y compris les territoires palestiniens (TP), la Turquie, Israël, la Jordanie et les pays riverains du Golfe persique plus le Yémen.**

**2. Sauf indication contraire, les données démographiques historiques et les projections sont tirées des bases de données suivantes (consultables en ligne) : ONU (« World Population Prospect ») ; Banque mondiale (« World development indicators 2006 ») ; US Department of Commerce (« International Data Base »).**

trois – l’Egypte, la Turquie et l’Iran – sont à l’heure actuelle, et resteront en 2050, parmi les 25 plus peuplés.

Graphique 1. Le dynamisme démographique de la zone ANMO.



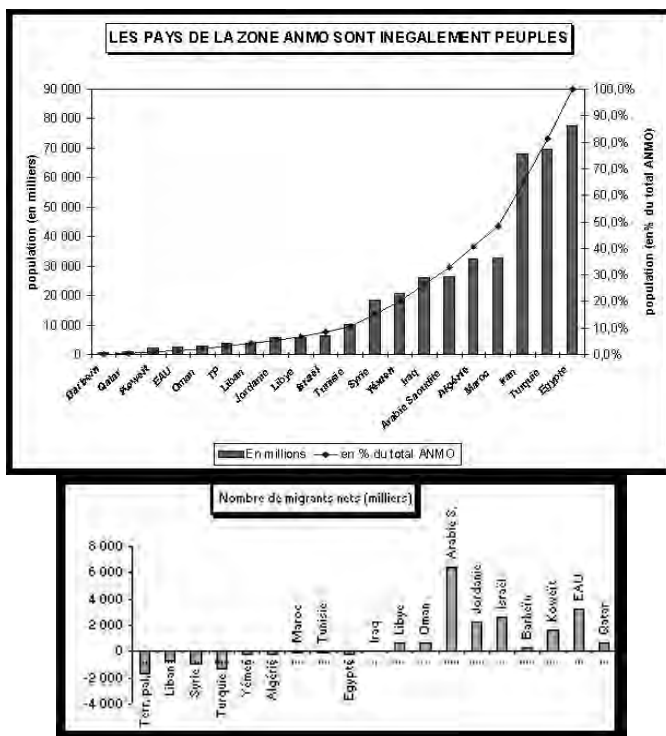
Les pays de cette zone sont ainsi passés de 4% de la population mondiale en 1950 à 6.5% aujourd’hui, soit plus de 420 millions de personnes, très inégalement réparties entre les pays concernés : trois dépassent les 50 millions d’habitants (et comptent ensemble plus de la moitié de la population de la région) tandis que 2 pays ont une population inférieure à 1 million d’habitants (cf. graphique 2).

Les populations de la région ANMO sont sensiblement plus jeunes que le reste du monde. L’âge médian est de 22,5 ans en Afrique du Nord, de 22 ans au Moyen-Orient, contre 26,5 ans pour le monde dans son ensemble. Les enfants (0-14 ans) et les jeunes (15-29 ans) représentent 1/3 de la population totale de la région et 10% à 11% des mêmes classes d’âge au niveau mondial. La population en âge de travailler (15-65 ans) représente les 2/3 de la population de la zone, mais une fraction importante, notamment les femmes, n’exerce pas d’activité hors de la sphère domestique de sorte que les taux d’activité des pays de la région sont parmi les plus bas du monde : inférieurs à 50% dans les PRM, à l’exception de la Turquie

et d'Israël, et dans les pays du Golfe, à l'exception des plus petits.

Par ailleurs, la migration internationale est un phénomène général dans la région, mais affectant différemment les pays du pourtour méditerranéen, qui à l'exception d'Israël, de la Libye et de la Jordanie, sont des pays d'émigration, et les pays du Golfe, qui sont des pays d'immigration parfois massive en comparaison du nombre de leurs nationaux. Les premiers, et le Yémen, figurent parmi les 20 principaux pays bénéficiaires de remises d'émigrés ; certains des seconds (pays de la péninsule arabiques, à l'exception du Yémen) comptent parmi les 20 principaux pays originaires de remises d'immigrants<sup>3</sup>.

Graphique 2. L'inégal peuplement des pays de la zone ANMO.

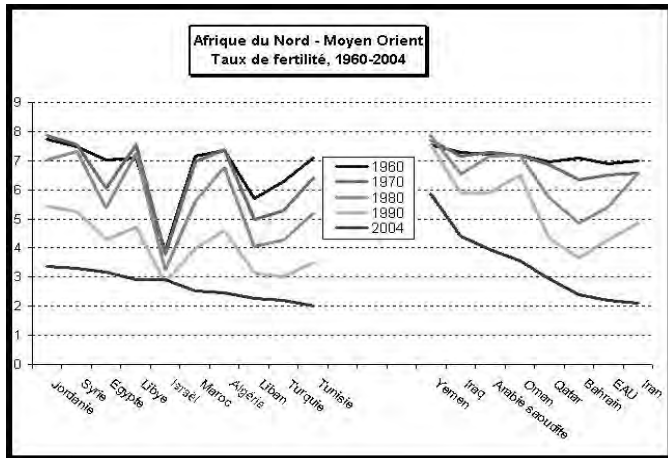


3. Source : données Banque mondiale ; voir aussi Andrés Solimano, "Remittances by Emigrants Issues and Evidence", Discussion Paper, n° 2003/89, World Institute for Development Economics, United Nations University, décembre 2003.

Quoique avec retard par rapport au reste du monde, à l'exception de l'Afrique sub-saharienne, la quasi-totalité des populations des pays de la région ont amorcé un processus de transition démographique, marqué par une rapide diminution du taux de fécondité, c'est-à-dire du nombre d'enfants par femme en âge de procréer.

Les PRM, et l'Iran, sont les pays les plus avancés. En Algérie et en Tunisie, le taux de fécondité avoisine – ou est déjà passé sous – le seuil du taux de fécondité nécessaire au simple remplacement des générations, soit 2.1 enfants par femme en âge de procréer. En Iran, le taux de fécondité s'est effondré à partir des années 1990 et, en 2004, atteint tout juste le taux de remplacement des générations, alors qu'il était encore de 6.7 enfants par femme au moment de la révolution islamiste.

Graphique 3. Evolution de la fécondité dans les pays de la zone ANMO, 1960-2004.



Courbage<sup>4</sup> documente également une chute brutale de la fécondité palestinienne au cours des dernières années, de plus de 6 en 1999 à moins de 4 en 2002. Curieusement, compte tenu de ses travaux précédents, l'auteur recourt à des explications politiques – « désenchantement de la population, désillusion face au processus de paix, de l'Autorité palestinienne et des mouvements islamistes, tous

**4** In *La démographie palestinienne : théories et réalités à la lumière de la deuxième intifada*, Institut Français du Proche-Orient, 2005, miméo.

très natalistes » – mais ne mentionne pas, peut-être faute de mesures statistiques fiables, la dégradation du revenu par tête, qui a accompagné la mise en œuvre des accords d'Oslo et qui s'est accentuée avec la seconde *intifada*.

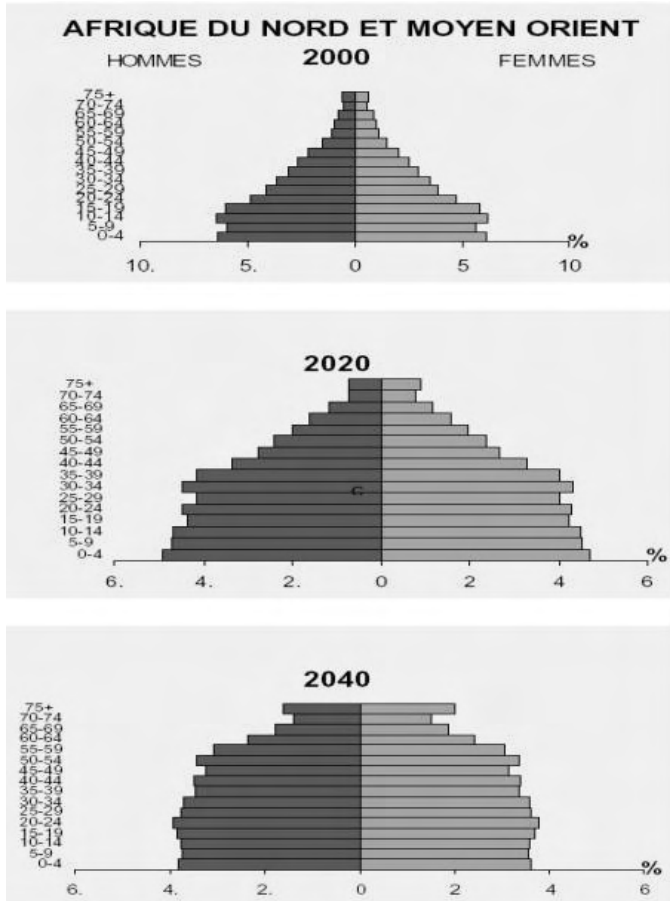
## ENJEUX ÉCONOMIQUES ET DÉCISION POLITIQUE

Si la baisse de la fécondité se confirme, ce qui est l'hypothèse des projections démographiques de l'ONU, les pays de la zone ANMO devraient, comme le reste du monde à l'exception de l'Afrique subsaharienne, entrer dans une phase de vieillissement de la population. Les années à venir devraient connaître une forte augmentation de la population en âge de travailler dans les pays de la zone ANMO. Ainsi, pour les PRM, la population âgée de 15 à 64 ans devrait augmenter de plus de 60% d'ici 2030. A cette date, elle représenterait 68% de la population totale, contre 57% en 1990 et 62% en 2000<sup>6</sup>. Dans le même temps, la population des jeunes devrait augmenter moins vite que la population totale, alors que celle des seniors devrait augmenter nettement plus vite.

Dans ce cas, la zone ANMO pourrait bénéficier, comme l'Asie émergente avant elle, d'un dividende démographique. Il est probable que la croissance démographique prise en elle-même a peu d'impact sur les performances économiques. Cette position est soutenue par une bonne partie des experts ; elle est devenue dominante au sein des politiques actuelles. Toutefois, les comportements économiques individuels variant selon l'âge, les changements dans la structure des âges peuvent influencer de façon significative sur les performances macro-économiques. Surtout, les pays dans lesquels une partie relativement importante de la population est en âge de travailler et d'épargner peuvent bénéficier d'une accélération de la croissance des revenus découlant d'une population plus importante, de l'accumulation accélérée du capital et de dépenses réduites pour la population dépendante, pour autant que le reste du contexte économique soit suffisamment favorable à la croissance (cf. graphique 4).

**5. Calculs CAP, d'après les projections de l'International Database, Census Bureau, US Department of Commerce ; disp. sur le site : <http://www.census.gov>.**

Graphique 4. ANMO : Pyramide des âges, 2000-2040



Les pays de la zone auront plus de ressources par tête pour mettre à niveau leurs performances en matière d'éducation de leur population, qui sont en net retard sur le reste du monde, à l'exception de l'Afrique sub-saharienne. La part des pays arabes dans le nombre des analphabètes au niveau mondial n'a cessé de croître au cours des dernières décennies, passant de moins de 3% en 1960 à 8.5% en 2000-2004. En moyenne, en dépit de progrès importants, le taux d'alphabétisation reste faible dans les pays arabes au regard d'autres régions du monde : 63%, dont 50% pour les femmes, dans la population adulte. Le retard est moins marqué (78%, dont 72% pour les filles) pour les tranches d'âge les plus jeunes, mais reste loin d'être comblé<sup>7</sup>. En 2000, le nombre moyen d'années de scolarisation dans les pays de la zone ANMO n'atteint pas 5 ans et demi (pour les quelques pays rendant la statistique disponible). Il ne dépasse significativement cette moyenne que pour la Jordanie (6.9 ans) et Israël (9.6 ans).

Tableau 1. Indicateurs de scolarisation

	Taux d'alphabétisation				Années de scolarité	
	(% pop. + 15 ans)		(% jeunes)		(moyenne pop. + 15 ans)	
	1970	2000-2004	1970	2000-2004	1970	2001
Asie orientale et Pacifique	57,5	91,4	83,2	97,9	4,7	5,5
Amérique latine et Caraïbes	73,7	89,7	84,2	95,9	3,5	6,1
<b>ANMO*</b>	28,8	62,7	42,7	78,3	2,2	5,4
Afrique sub-saharienne	27,8	59,7	41,3	72	1,6	3,4
Asie du Sud	31,6	58,6	43,3	73,1	1,4	3,8

\* Taux d'alphabétisation : États arabes seulement

En moyenne, les pays de la zone consacrent moins de 4.5% de leur PIB aux dépenses publiques d'éducation, avec un effort supérieur à la moyenne en Israël, en Tunisie et en Arabie saoudite. Il ne paraît pas exact, comme le veut la doxa, d'imputer de manière générale le retard éducatif des pays arabes aux effets des ajustements budgétaires des années 1980-1990. Certains pays (Algérie, Egypte, Jordanie) ont accusé une baisse significative (1 à 2 points de PIB) de leur dépenses d'éducation exprimées en part de PIB par rapport aux années 1980 ; mais d'autres (Iran, Tunisie, Turquie) ont accusé

**7. Cf. Unesco, *Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous, 2006*, notamment le chapitre 7, « Le défi de l'alphabétisation, un état des lieux », tableaux 7.1, 7.3, 7.4.**

une hausse également significative sur la même période. Les pays du Golfe (à l'exception de l'Iran) se caractérisent par un constant désintérêt pour l'éducation publique que traduit dans le calcul de leur indice de développement humain (IDH), un indice au titre du PIB par tête nettement plus élevé que l'indice au titre de l'effort éducatif.

## UNE ÉVOLUTION RÉVERSIBLE?

On ne saurait méconnaître l'originalité de la transition démographique, notamment dans les pays arabes, par rapport à ce qu'ont vécu d'autres régions du monde, originalité qui peut laisser planer un doute sur son irréversibilité. Dans les pays arabes du Golfe ainsi que dans certains PRM (Algérie, Libye, Egypte) et en Jordanie, l'évolution de la population semble être restée, jusqu'au milieu des années 1980, marquée par la persistance d'un régime démographique partiellement pré-moderne, dans le contexte duquel les naissances sont demeurées fonction du revenu par tête, alors que la mortalité s'établissait aux niveaux associés aux techniques modernes de santé. C'est seulement entre 1985 et 1990 qu'un changement de régime démographique, marqué par un effondrement rapide du taux de fécondité, s'est opéré, et cela, de manière quasi simultanée dans un arc de pays allant de l'Algérie à l'Iran.

**Tableau 2. Datation du début de la transition démographique.**

<1955	1965-1970	1970-1975	1975-1980	1980-1985	1985-1990	1990-1995	1995-2000	2000-2005
Liban Turquie	Tunisie	Maroc			Algérie Arabie s. Bahreïn EAU Egypte Irak Iran Jordanie Koweït Libye Syrie	Oman		TP

**Source :** Youssef Courbage, "Issues in Fertility Transition in the Middle East and North Africa", Working paper, n°199903, Economic Research Forum, 1999, tableau 4, p.14 ; complété pour la période 2000-2005 d'après Youssef Courbage, *La démographie palestinienne : théories et réalités à la lumière de la deuxième intifada*, Institut Français du Proche-Orient, 2005, miméo.



La rapidité de la transition a surpris les démographes, d'autant plus qu'elle n'a pas répondu aux déterminants habituels de la fécondité. Ni l'évolution du taux de participation des femmes à la vie active, en faible augmentation et d'un niveau toujours très bas comparé au reste du monde, ni l'évolution de l'éducation des femmes (là encore l'augmentation et le niveau actuel sont plus faibles que dans le reste du monde, excepté l'Afrique sub-saharienne), ni l'évolution du revenu (la baisse de la fécondité a coïncidé avec la stagnation voire la baisse du revenu par tête dans la plupart des pays concernés), ni, à l'évidence, l'évolution du sentiment religieux, ne peuvent être mobilisés pour expliquer un ajustement aussi rapide et aussi marqué.

La concentration dans le temps des débuts de la transition démographique dans des pays où le revenu des ménages est dépendant de la redistribution de la rente pétrolière captée par les gouvernements a conduit les démographes à imputer la baisse de la fécondité à la dégradation générale des revenus publics et privés des pays concernés, sous les effets directs et indirects du contre-choc pétrolier<sup>8</sup>. Ainsi, selon Philippe Fargues, les revenus de la rente pétrolière ont permis aux gouvernements d'installer un système d'État providence en finançant le développement (santé, éducation, etc.) et en subventionnant la consommation. Tandis que les actions de développement jouaient en faveur d'une baisse de la fécondité, la subvention de l'économie des ménages abaissait le coût de l'enfant et pouvait donc produire l'effet inverse. C'est ce qui s'est passé dans un certain nombre de pays arabes, notamment les plus riches en pétrole, dont les gouvernements, parce qu'ils tenaient la population par la redistribution de la rente, purent jouer les forces du conservatisme contre celles du changement. En matière sociale, le conservatisme s'est traduit notamment par le maintien d'un niveau très bas de l'activité économique parmi les femmes mariées. Ainsi, par le double biais de l'abaissement des coûts de la fécondité et du confinement de la femme au foyer, la rente pétrolière favorisait une fécondité haute. « En quelque sorte, la rente produisait de la population ».<sup>9</sup> Selon Philippe Fargues, le cas du Maroc, où la fécondité a commencé à chuter dès les années 1970-1975, ressortit de la même explication, mais la chute des

8. Youssef Courbage, « Péninsule arabe – les surprises de la démographie », *Maghreb-Mashreq*, Juin 1994 ; Youssef Courbage, « Issues in Fertility Transition in the Middle East and North Africa », *Working paper*, n°199903, *Economic Research Forum*, 1999 ; Philippe Fargues, « Algérie, Maroc, Tunisie : vers la famille restreinte », *Population et Sociétés*, Juillet-août 1990 ; Philippe Fargues, « La femme dans les pays arabes : une remise en cause du système patriarcal ? », *Population et Sociétés*, février 2003.

9. Philippe Fargues, 2003, *op. cit.*

revenus privés et publics ayant été provoquée par l'effondrement des prix du phosphate.

Compte tenu des circonstances qui semblent avoir déclenché la transition démographique dans les pays arabes et en Iran, la question reste posée de savoir si une inversion durable de la tendance des revenus tirés de la rente pétrolière ne pourrait pas provoquer un regain de fécondité. On peut penser que la réapparition d'une rente pétrolière massive pourrait venir une nouvelle fois contrarier les effets de déterminants habituels de la fécondité et provoquer un rebond de la fécondité au Moyen Orient et en Afrique du Nord. Les experts tendent à rejeter cette perspective en invoquant un effet de cliquet qui interdirait un retour aux comportements de procréation antérieurs, notamment du fait des progrès de l'éducation et du travail des femmes ainsi que du retard de l'âge du mariage. Dans un article de synthèse récent de la revue *Population*, Dominique Tabutin et Bruno Schoumaker considèrent que la grande majorité des pays arabes est déjà entrée dans un système de reproduction associant une mortalité assez faible et une fécondité de plus en plus contrôlée<sup>10</sup>.

**10. Dominique Tabutin, Bruno Schoumaker, « La démographie du monde arabe et du Moyen-Orient des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », *Population* n° 5-6, INED, 2005.**

C'est seulement l'observation des comportements démographiques dans les années à venir, dans un contexte marqué par la forte hausse des prix du pétrole depuis le début des années 2000, qui apportera la confirmation du caractère irréversible de la transition démographique dans les pays de la région